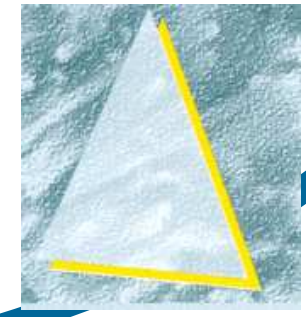
NOTES EDUCATION PERMANENTE
N° 2007-02 - FEFRIER 2007
ASSOCIATION POUR UNE
FONDATION TRAVAIL-UNIVERSITE
CHAUSSEE DE HAECHT, 579 – B-1031 BRUXELLES
RUE DE L'ARSENAL, 5 – B-5000 NAMUR
EDITEUR RESPONSABLE : PIERRE GEORIS

HTTP://WWW.FTU.BE



INTERPRETER LA MONDIALISATION

La mondialisation menace-t-elle nos emplois ?

Lors des conflits d'entreprises, les travailleurs sont souvent confrontés au dilemme suivant : soit la délocalisation, soit la hausse du temps de travail sans hausse de salaire.
Bien évidemment, c'est très bouleversant pour les personnes ainsi interpellées.

La présente note se donne une double ambition :

- donner des éléments de compréhension de ce qui se passe ;
- ainsi que quelques arguments pour construire une ligne de défense.

A

PHENOMENE DE LONGUE DUREE

Commençons par une devinette : qui a écrit : « Avant, les événements qui se déroulaient dans le monde n'étaient pas liés entre eux. Depuis, ils sont tous dépendants les uns des autres » ?

Réponse : Polybe, le stratège grec du IIème siècle avant Jésus-Christ, réputé pour être le plus important historien de son époque !

C'est dire que le sentiment de « mondialisation », conçue comme interdépendance, ne date pas d'hier, ni même d'avant-hier !

Après la constitution dans l'antiquité d'une « économie-monde »[1] autour de la Méditerranée, les découvertes du 15ème siècle ont organisé les connexions dans une « économie-monde » autour de l'Océan Atlantique.

Entre 1870 et 1914, grosso modo en un demi-siècle, 50 millions d'Européens s'expatrient dans les colonies annexées aux puissances européennes.

L'expansion continue connaît un fort arrêt, lors de la 1ère guerre mondiale, puis la grande dépression des années 1930 : le repli frileux sur les nations, par le protectionnisme, fragmente les marchés. On ne sortira de la crise que par une nouvelle guerre.

Depuis les années 1970, on est entré dans une nouvelle phase d'intégration planétaire.

Il importe cependant de bien voir que la mécanique d'une part se joue sur la (très) longue durée, d'autre part n'est pas absolument linéaire.
A chaque phase, on observe les mêmes constantes :

- une révolution dans les moyens de transport et/ou de communication ;
- une innovation qui joue un rôle stratégique ;
- l'intervention déterminante... des Etats (fût-ce pour décider de déréguler) ;
- et un rôle actif des acteurs privés.

B

DEFINIR

Jacques ADDA propose une définition simple : la mondialisation, c'est la généralisation du capitalisme. Le démantèlement des frontières physiques et réglementaires abolit l'espace mondial.[2]

C

LA PHASE ACTUELLE

Sylvie BRUNEL décrit l'Histoire immédiate[3].

Selon elle, *la phase actuelle de mondialisation est avant tout celle de la globalisation financière.*
Mis en place à la fin de la deuxième guerre mondiale, les accords de Bretton Woods organisaient un système de parités stables entre les monnaies. Le Président Nixon y met fin en 1971 : désormais, les monnaies « flotteront » au gré de l'offre et de la demande. Il y a *déréglementation.*

Elle s'accompagne d'une *désintermédiation* : les emprunteurs privés n'ont plus besoin du crédit bancaire ; la possibilité existe pour eux de se financer directement sur les marchés financiers.
Enfin, les frontières qui compartimentaient les différents métiers de la finance sont abolies. *Les marchés se décloisonnent*, c'est-à-dire que les opérateurs peuvent désormais jouer sur de multiples instruments.

Grâce aux technologies, *la finance ne dort jamais*. Les interconnexions permettent des transferts instantanés en fonction des perspectives de court terme.
De tout cela naît *une économie virtuelle*, déconnectée du système productif, dans laquelle la rentabilité financière est plus importante que la fonction productive.

Ces évolutions se sont adossées sur une idéologie, le libéralisme, en particulier sa version radicale représentée par Tatcher et Reagan. En même temps, la fin de la guerre froide créait une euphorie largement partagée : l'illusion d'une unique communauté internationale. D'une certaine manière, même en contrepoint, les altermondialistes s'organisant en réseaux confortent cette idée d'universalité.

Sylvie BRUNEL insiste cependant : derrière l'apparence d'unification de l'espace se cachent de profondes hiérarchies. Il y a des moteurs : les métropoles de dimensions mondiales, organisées en réseaux. Il y a ceux qui parviennent à se connecter à un de ces réseaux. Enfin, il y a ceux qui n'y arrivent pas, et s'en retrouvent largués. *La logique du réseau évince celle des territoires*.
La pire chose qui puisse arriver est de se retrouver dans un des « trous noirs » de l'espace : l'absence d'équipement rend inaccessible, et toute connexion au réseau en devient impossible. L'attractivité est nulle, sauf parfois par renversement positif du handicap : l'isolement peut devenir attractif pour le tourisme.

Ainsi la mondialisation renforce-t-elle les inégalités entre ceux qui saisissent les opportunités et les autres.

Il reste un rôle pour l'Etat, qui doit réguler le phénomène, voire, d'un point de vue très optimiste !, organiser du contre-pouvoir, par

- fixation de normes
- redistribution des richesses
- aménagement du territoire.

D

NORD - SUD

Le constat le plus largement partagé est celui d'une incertitude face aux mutations, qui crée, en réaction, la recherche de socles identitaires ; la domination culturelle est la prolongation de l'oeuvre de colonisation : l'hégémonie culturelle se heurte au réveil des grandes civilisations hier asservies ; les communautarismes fragmentent le monde.

Ce n'est pourtant pas précisément le point de vue de Daniel COHEN, qui dénonce en cette image une confusion entre le mythe et la réalité. Pour lui, si les conflits religieux ou la lutte des classes sont attisés, c'est surtout parce que la mondialisation ne tient pas ses promesses. En effet, la mondialisation a modifié les attentes des peuples. On peut brûler un drapeau américain le jour, et regarder des séries américaines en buvant du coca le soir ! Fondamentalement, les pays pauvres veulent la même chose que les pays riches, sans pour autant les imiter mécaniquement[4].

Au-delà de ce point de vue, Daniel COHEN explique le problème des pays pauvres à partir d'un mécanisme de leviers, qui se soulèvent l'un l'autre.

- Premier levier : l'éducation ou l'expérience professionnelle : un homme qui sait lire et écrire a plus de capacités que l'analphabète
- Deuxième levier : les machines : un ingénieur n'aura pas la même efficacité selon qu'il dispose ou non d'un ordinateur.
- Les machines actionnent elles-mêmes un troisième levier, « l'efficience globale » qui inclut le progrès technique et l'efficacité organisationnelle des entreprises : les puces dans les ordinateurs, tout comme une bonne organisation du travail, démultiplient la force des machines.

Ces leviers agissant en cascade, il y a multiplication. Le problème des pays pauvres est qu'ils actionnent les mêmes leviers que les pays riches, mais chaque fois avec moins de force : c'est l'effet multiplicateur. Le rendement de l'action des pays pauvres ne serait ainsi en moyenne que de 27% celui des pays riches (et lorsqu'on parle de l'Afrique, de 12,5%). C'est le cumul des handicaps qui rend si difficile de sortir de la pauvreté. Croire que seule la faiblesse du coût du travail parviendra à combler un tel handicap est un leurre.

E

AU NORD

Ce constat pour le Sud nous ramène au dilemme posé aux salariés du Nord.

Suzanne BERGER a mené enquête auprès de 500 entreprises de toute nationalité[5].

Créant un marché mondial unique pour le travail, le capital, les biens et les services, la mondialisation entraîne chez nous une diminution des emplois peu qualifiés, et la pression à la baisse des salaires. Pour la théorie économique classique, ce n'est guère préoccupant : si chacun spécialise sa production en fonction de ses avantages comparatifs, tout le monde bénéficie d'une productivité globale accrue, et dispose ainsi de plus de biens et de services pour une même quantité de travail. D'une certaine manière, caricaturons : ce n'est pas grave d'avoir moins de salaire si, en même temps, les produits de consommation courante sont meilleurs marchés !

Ce raisonnement justifie-t-il pour autant le « moins disant social » ? Le résultat de l'enquête de Suzanne BERGER montre exactement le contraire : rechercher les salaires les plus bas n'est pas stratégie gagnante. Les entreprises peuvent être réparties en trois modèles principaux :

- L'entreprise fragmentée. Exemple : DELL. Il y a utilisation pleine du libre échange pour se fournir dans une multitude de pays pour minimiser les coûts de production.
- L'entreprise à intégration verticale intégrée. Exemple espagnol par ZARA, qui concentre toute la chaîne dans le prêt-à-porter de qualité. Les collections connaissent un renouvellement constant. La proximité permet de « changer » tout le temps, en une chaîne courte (2 mois), alors que les concurrents fragmentés ont besoin de 7 mois.
- Les économies organisées en réseaux serrés d'entreprises sur un petit périmètre géographique : on a les cas bien connus de la Silicon Valley aux Etats-Unis, ou de la région de Bergame en Italie.

Face à ces observations, le problème du Nord est de trouver la bonne manière d'adaptation. *Ce n'est pas sur le terrain de la production de masse qu'il faut chercher à concurrencer la Chine et l'Inde : la course au « moins disant social » est une erreur.*

Notre espace doit être celui de la conception, l'innovation technologique et la production de produits haut de gamme, usant de personnels qualifiés.

Plus généralement, nous devons nous donner de la mondialisation une image qui s'écarte de deux extrêmes, trop simples à saisir le complexe :

- une vision mécanique d'étapes de croissance toujours les mêmes et fixées à l'avance ;
- une vision relativiste, qui voit en tout mouvement une résistance (chaque peuple ne pourrait que persévérer dans son « être »), alors que nombre d'entre eux sont appels à intégration dans la globalisation !

Pierre GEORIS

Notes

1 L'expression est de l'historien Fernand BRAUDEL.

2 Réécriture de la définition proposée par Jacques ADDA, in « La mondialisation de l'économie. Genèse et problèmes », La Découverte, Paris, 2006.

3 Sylvie BRUNEL : « La planète disneylandisée. Chronique d'un tour du monde », éd. Sciences Humaines, Auxerre, 2006.

4 Daniel COHEN : « Trois leçons sur la société postindustrielle », Seuil, Paris, 2006.

5 Suzanne BERGER : « Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale », Seuil, Paris, 2006. Suzanne BERGER est directrice de l'International Science and Technology Initiatives et du France Program du MIT (Massachussets Institue of Technology).

AVEC LE SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE